



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

Discours de Nicolas SARKOZY

Metz – Mardi 17 avril 2007

Mes chers amis,

A quelques jours de la fin de cette campagne pendant laquelle on a tant parlé de la France, j'ai voulu venir ici, en Lorraine, sur cette terre usée par l'histoire qui a donné à la France tant de grands Français, où l'on a tant aimé la France, où l'on s'est tant battu pour elle, où l'on a tant voulu être Français.

La Lorraine c'est cette terre deux fois sacrée parce qu'elle a été sanctifiée par le sang que ses enfants ont versé pour la France et par celui que des millions de Français ont versé pour sa libération. La Lorraine c'est cette terre sainte où c'est la même chose de prier Dieu ou de prier la France.

« Notre Père qui êtes au Royaume des Cieux, de combien de temps il s'en faut que votre règne arrive au Royaume de France » disait la Jeanne d'Arc de Péguy, la petite Lorraine qui s'est mise en tête un jour de libérer la France.

Et sur la colline inspirée de Sion, Barrès priait d'un même élan du cœur la Vierge, la Lorraine et la France et écrivait pour la jeunesse française le roman de l'énergie nationale.

Pour moi la Lorraine qui fut le champ clos de l'éternel combat des Francs et des germains, c'est cette terre sacrée où la France s'appelle Jeanne d'Arc et où elle est une religion.

Pour moi la Lorraine c'est ce peuple qui lorsqu'il a dû choisir après dix siècles entre la France et l'Allemagne, a choisi la France.

Pour moi la Lorraine c'est Thionville, c'est Toul, c'est Domrémy, c'est Epinal, c'est Saint-Dié, c'est Bar-le-Duc.

La Lorraine, c'est La Lorraine, c'est Nancy qui sauve la France en résistant héroïquement à Charles le Téméraire.

La Lorraine c'est Metz qui défie Charles Quint. C'est Metz dont le visage comme celui de Strasbourg reste couvert d'un voile noir pendant cinquante ans parce que la France ne voulait pas faire son deuil de l'Alsace et de la Lorraine.

Metz trahie par Bazaine. Metz deux fois arrachée à la France et deux fois reconquise. Metz qui accueille et qui protège Rabelais comme Lunéville accueille et protège Voltaire.

La Lorraine c'est la terre d'asile qui pendant des siècles a accueilli tous les proscrits.

Pour moi la Lorraine c'est l'Abbé Grégoire qui fit abolir l'esclavage. C'est Jules Ferry ce grand Républicain

C'est Lyautey, ce grand soldat qui fut aussi un homme de cœur qui fit aimer la France partout où il la servit.

C'est Poincaré, digne représentant de l'esprit lorrain qui fut grand dans la guerre comme dans la paix.

Pour moi la Lorraine c'est Robert Schuman, cet homme de la frontière comme il se définissait lui-même. Cet Européen qui avait trois patries et qui choisit d'être Français, qui vivait depuis l'enfance l'antagonisme franco-allemand comme une déchirure de tout son être et qui mit dans le combat européen toute sa raison, tout son cœur, toute sa foi. Et sa foi souleva les montagnes.

Pour moi la Lorraine c'est un peuple qui a traversé d'innombrables épreuves et qui s'est toujours relevé.



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

La Lorraine c'est l'armée des chevaliers croisés qui partit avec Godefroy de Bouillon à la conquête du Royaume de Jérusalem.

La Lorraine c'est les soldats de l'An II, ceux du bataillon de la Moselle qui traversèrent l'Europe avec leurs sabots en chantant leur délivrance et les volontaires des Vosges qui se couvrirent de gloire dans toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire.

Pour moi la Lorraine c'est la croix de Lorraine que les Français libres ont cousue sur leurs drapeaux et sur leurs uniformes, et dont ils ont fait pour tous les hommes l'emblème de la Résistance et de la liberté.

Pour moi la Lorraine c'est cette terre où la France a livré tant de batailles, où tant de Français sont morts pour elle, c'est l'Argonne, et c'est Verdun.

Je suis retourné à Verdun, il y a quelques semaines sur ce champ de bataille où se déroula le plus long, le plus meurtrier, le plus atroce combat de toutes les guerres.

Où les corps déchiquetés n'avaient plus de visage et n'avaient plus de nom. Où les hommes étaient enterrés vivants. Où les soldats se noyaient dans la boue des tranchées. Où relève après relève, presque toute la jeunesse de France et d'Allemagne monta en ligne en piétinant les morts.

Dans ce lieu où le silence se fait d'autant plus pesant qu'il fut un jour rempli de la fureur et du fracas des armes, on a l'impression d'entendre, sortant de la terre où furent versés tant de larmes et de sang, ce cri qui fut celui de tous les survivants de cet enfer : « plus jamais ça ! »

Plus jamais un tel carnage !

Plus jamais deux peuples parmi les plus civilisés du monde, deux peuples européens dressés l'un contre l'autre, cherchant à se détruire jusqu'à l'extrême limite de leurs forces !

Mais à Verdun, déjà, au fond des tranchées, se nouait le drame futur.

Implacablement, chaque guerre appelait la suivante, le meurtre appelait le meurtre, la vengeance appelait la vengeance.

La Lorraine dévastée par la guerre de Trente Ans qui coûta à l'Europe 20 ou 30 millions de morts, ravagée par deux guerres mondiales qui faillirent anéantir l'Europe. En un temps où une guerre de plus venait de s'achever, où l'Europe découvrait, effarée, qu'elle avait pu engendrer l'horreur des camps, où un autre totalitarisme étendait son emprise sur la moitié du continent, où la troisième guerre mondiale paraissait inévitable, des hommes de bonne volonté décidèrent que le moment était venu de rompre avec le cycle de la vengeance et de montrer au monde qu'un idéal de paix et de fraternité pouvait être plus fort que la soif de revanche et le souvenir du malheur. « Il ne faut pas que ce malheur se répète » déclara Churchill en 1946, et il ajouta : « nous n'avons pas beaucoup de temps ». Cet homme qui fut si grand dans la guerre fut le premier à proclamer la nécessité de l'Europe parce qu'il ne voyait de vraie grandeur que dans la paix.

La Lorraine sait mieux que n'importe quelle autre province française la nécessité de l'Europe pour surmonter les haines qui l'entraînaient vers l'abîme. Elle a compris depuis longtemps que l'on ne pouvait pas aimer la France sans aimer l'Europe.

Ici on ne confond pas le sentiment national qui est l'amour de son pays et le nationalisme qui est la haine des autres.

Ici on ne confond pas la volonté de défendre l'identité nationale avec le mépris des autres cultures.

Je suis venu en Lorraine ce soir parce que je sais qu'ici l'on me comprend quand je parle de la France,

Quand je parle de la patrie,

Quand je parle de l'identité.



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

Ici on croit à l'ouverture, à l'échange, au dialogue, ici on a toujours mélangé les peuples et les cultures mais on ne veut pas perdre son identité, on ne veut pas être dépossédé de sa culture, de sa langue, on ne veut pas être obligé de renoncer à ses traditions, à son mode de vie, à ses valeurs.

Ici on ne veut pas renoncer à deux mille ans d'héritage de civilisation chrétienne que la morale laïque a intégré.

On ne veut pas renoncer à la séparation du spirituel et du temporel, on ne veut pas renoncer à la laïcité qui n'est pas le mépris de toutes les religions mais le respect de toutes les croyances.

On ne veut pas du voile à l'école.

On ne veut pas de l'excision, de la polygamie, de la loi des grands frères, des mariages forcés.

On veut que la femme soit l'égale de l'homme. On veut que la femme soit libre de s'habiller comme elle l'entend. On veut qu'elle puisse se promener en jupe, qu'elle puisse aimer qui elle veut, qu'elle puisse vivre comme elle le souhaite.

Ici où l'on est attaché plus que partout ailleurs au dialogue des cultures et des civilisations et au respect de l'autre, ici où les valeurs de liberté, de tolérance et d'humanisme ont une si grande importance, on comprend que l'immigration doit être maîtrisée, que la France n'a pas les moyens d'accueillir dignement toute la misère du monde, que l'immigration clandestine doit être découragée.

Ici l'on est si attaché à l'identité nationale que des générations de Lorrains ont contribué à forger avec leur sang, leurs larmes et leur peine que l'on comprend bien qu'il soit absolument nécessaire de lier l'intégration à l'identité nationale. Et que cela n'a rien à voir avec le nationalisme ni avec l'extrême droite.

Ici l'on n'a rien bâti sur l'oubli du passé, sur le reniement des identités de chacun, sur l'effacement des destinées individuelles. Mais on sait qu'une nation c'est une identité partagée, c'est un destin collectif, c'est une culture commune.

Ici on sait que la France n'est pas immuable, que chacun lui apporte quelque chose de nouveau qui contribue à la changer.

Mais ici on partage une histoire de France, qui ne commence pas avec l'immigré, qui a commencé bien avant lui. Il y a une longue histoire qui a forgé une identité, qui a forgé une personnalité de la France, qui a forgé des valeurs qui sont pour nous des valeurs universelles et éternelles et qui ne sont pas négociables.

Ici on respecte les autres, on respecte les identités, les histoires, les cultures, les croyances et l'on ne demande au fond qu'une chose à ceux qui veulent devenir Français, mais c'est une chose importante. On leur demande seulement d'aimer la France, de la respecter, de partager son héritage. Parce qu'être Français ce n'est pas appartenir à une race ou à une ethnie, ce n'est pas appartenir à une Eglise, ce n'est pas non plus qu'un statut juridique.

Etre Français c'est faire sien l'idéal de la France.

Ici l'on est fier d'être Français et l'on sait que la fierté d'être Français c'est ce que l'on a de plus précieux à offrir à ceux qui veulent devenir Français.

Fils et petit-fils d'immigrés, je suis fier d'être Français et j'aime la France qui m'a tout donné. Je veux lui donner à mon tour. Parce que l'on ne peut pas tout demander, tout recevoir et ne jamais rien donner.

On ne peut pas construire une nation en disant à chacun que tout lui est dû et qu'il ne doit rien.

Pour moi, comme pour vous, la citoyenneté ce n'est pas que des droits, c'est aussi des devoirs. Voilà ce que je veux rappeler.



Voilà pourquoi, à ceux qui n'aiment pas la France, qui ne la respectent pas, qui ne respectent pas ses valeurs, qui ne respectent pas ses lois, qui ont le sentiment qu'ils ne lui doivent rien, qui ne se reconnaissent à son égard aucune dette, aucun devoir, à ceux-là je veux leur dire qu'ils ne sont pas obligés de rester, qu'ils peuvent s'en aller chercher des pays plus libres, plus accueillants, plus généreux, plus tolérants s'ils en trouvent.

Ici on comprend bien qu'il ne peut pas y avoir de nation si on n'a pas d'histoire commune, si l'on n'a pas en partage une langue, des valeurs. Ici on comprend qu'à force de dénigrer la nation on finit par ne plus pouvoir se comprendre, par ne plus pouvoir se parler, et un jour par ne plus pouvoir se supporter.

Ici, on n'aime pas la repentance, cette mode exécrationnelle qui veut faire expier aux fils les fautes supposées de leurs pères. Ici on n'aime pas la repentance qui est un dénigrement systématique de la France et de son histoire.

Je déteste cette repentance qui est une forme de la détestation de soi parce que l'on n'a qu'un pays. Le détester c'est se détester soi-même.

Je déteste cette repentance qui est une falsification de l'histoire de France.

Car la France n'a pas à avoir honte de son histoire.

La France ce n'est pas une page blanche. C'est un pays qui s'est forgé au cours des siècles une identité, une personnalité qu'il faut respecter, qu'on ne peut pas effacer, qu'on ne peut pas ignorer, qui est une part de l'identité de chacun, qui est faite de mille apports, de commémorations, de leçons d'instituteurs, de réminiscences qui se transmettent de génération en génération, de souvenirs d'enfance, de vieilles histoires de grands-pères qui ont fait la guerre et qui racontent à leur tour à leurs petits-enfants ce que leurs grands-pères leur ont raconté jadis.

La France c'est un pays qui dissimule dans les replis de son inconscient collectif mille blessures secrètes et autant de fiertés inavouées.

C'est une trame mystérieuse de mémoires individuelles et collectives qui rattache chacun d'entre nous, chacun de ceux qui se sentent Français, d'où qu'ils viennent, à tout le passé de la nation.

Cette histoire est comme toutes les histoires, elle a ses heures sombres et ses heures éclatantes, elle a ses moments de honte et ses moments de gloire, elle a ses grandeurs et ses bassesses. Sans doute a-t-il fallu bien des crimes, des drames, des tragédies pour que du chaos des peuples émergeât la France.

Mais au bout du compte nous avons tout lieu d'être fiers de notre pays, de son histoire, de ce qu'il a incarné, de ce qu'il incarne encore aux yeux du monde.

Car la France n'a jamais cédé à la tentation totalitaire. Elle n'a jamais exterminé un peuple. Elle n'a pas inventé la solution finale, elle n'a pas commis de crime contre l'humanité, ni de génocide. Elle a commis des fautes qui doivent être réparées, et je pense d'abord aux harkis et à tous ceux qui se sont battus pour la France et vis-à-vis desquels la France a une dette d'honneur qu'elle n'a pas réglée, je pense aux rapatriés qui n'ont eu le choix au moment de la décolonisation qu'entre la valise et le cercueil, je pense aux victimes innocentes de toutes les persécutions dont elle doit honorer la mémoire.

Mais la mode de la repentance est une mode exécrationnelle.

Je n'accepte pas que l'on demande aux fils d'expier les fautes des pères.

Je n'accepte pas que l'on juge toujours le passé avec les préjugés du présent.

Je n'accepte pas cette bonne conscience moralisatrice qui réécrit l'histoire dans le seul but de mettre la nation en accusation.

Je n'accepte pas ce dénigrement systématique de la nation qui est la forme ultime de la détestation de soi.

Car pour un français, haïr la France c'est se haïr lui-même.

Je n'accepte pas que l'on veuille vivre en France en professant la haine de la France.



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

Je veux que le racisme et l'antisémitisme soient poursuivis et condamnés avec la plus grande sévérité. Mais je ne veux pas que l'on dise que tous les Français sont racistes ou antisémites, parce que c'est faux. Je ne veux pas que l'on dise que la France est le pays le plus raciste et le plus antisémite au monde, parce que ce n'est pas vrai, parce que la France c'est exactement le contraire, c'est le pays des droits de l'homme, c'est le pays de la République, qui s'est toujours battu depuis deux cents ans pour la liberté, l'égalité et la fraternité de tous les hommes.

Non, tous les Français dans les colonies n'étaient pas des monstres et des exploitateurs.

Non, tous les Français ne furent pas pétainistes.

Non, tous les Français ne furent pas antidreyfusards.

Non, tous les Français ne sont pas racistes.

Et la vérité c'est qu'il y a peu de pays dans le monde qui auraient été capables de se diviser et de se déchirer pour le sort d'un capitaine juif. La vérité c'est qu'il n'y a pas beaucoup de pays dans le monde qui aient tant fourni d'armes à l'esprit humain pour lutter contre la tentation du racisme.

La vérité c'est qu'il n'y a pas eu beaucoup de puissances coloniales dans le monde qui aient tant œuvré pour la civilisation et le développement et si peu pour l'exploitation. On peut condamner le principe du système colonial et avoir l'honnêteté de reconnaître cela.

On doit condamner la collaboration et Vichy mais on doit reconnaître que beaucoup de Français ont aidé des Juifs à échapper à la Gestapo.

On doit condamner les Français qui ont dénoncé des Juifs, qui ont servi d'auxiliaires à la machine de mort nazie mais on ne doit pas oublier toutes ces familles qui au péril de leur vie ont caché des enfants juifs parmi leurs propres enfants.

On doit condamner les miliciens qui se faisaient les complices des persécuteurs mais ne pas oublier les résistants qui ont fait le sacrifice de leur vie, A force de demander à la France d'expier son passé,

A force de dénigrer la nation et de la charger de tous les péchés de la Terre,

A force de nourrir la honte d'être Français au lieu de chercher les raisons d'en être fier.

A force c'est notre capacité à vivre ensemble qui s'abîme, c'est notre participation à un destin commun qui est remise en question.

En abîmant la fierté d'être Français, en ressassant indéfiniment de vieilles haines qui appartiennent au passé, en voulant faire expier aux fils les fautes des pères, en cherchant dans l'histoire la cause de tous ses échecs on occulte les vraies causes qui sont dans le présent et dans chacun de nous. Et l'on dessert la cause que l'on prétend servir. Car dresser les Français les uns contre les autres, attiser les rancœurs et la haine de soi, c'est prendre le risque d'affaiblir la solidarité nationale et c'est desservir la cause de l'intégration que l'on prétend servir. Parce que l'on cherche rarement à s'intégrer à ce que l'on a appris à détester.

Je veux en finir avec la repentance qui fait obstacle à l'intégration parce que l'on a rarement envie de s'intégrer à ce que l'on a appris à détester.

Je veux en finir avec la repentance qui en poussant à la détestation de soi mène à la détestation des autres.

Je veux en finir avec le dénigrement de la France, parce que la France c'est ce qui nous permet d'accepter nos différences. C'est ce qui nous rassemble par-delà tout ce qui nous sépare.

Affaiblir le sentiment national c'est laisser le champ libre au communautarisme. Je ne veux pas du communautarisme. Je veux l'intégration qui permet de tisser du lien social, de la solidarité, de la compréhension et du respect.

Le communautarisme c'est enfermer chacun dans ses origines et ses croyances.



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

Le communautarisme c'est prendre le risque que ce qui nous sépare devienne plus important que ce qui nous unit.

Le communautarisme c'est la porte ouverte à l'exclusion, à l'intolérance, à la violence et aux tribus.

Le communautarisme c'est la condamnation de l'universalisme des Lumières. C'est la fin de notre conception universaliste de l'Homme.

Le communautarisme c'est la fin de l'idée que nous nous faisons de la République.

Mais le communautarisme ce n'est pas le fruit d'une fatalité. C'est le fruit d'un renoncement politique.

Je n'accepte pas ce renoncement.

Je veux lutter contre cette dérive.

Je veux que les mêmes lois s'appliquent à tout le monde, dans tous les quartiers, pour toutes les religions.

Je veux que les principes et les valeurs de la République soient respectés par tout le monde, dans tous les quartiers, par toutes les religions.

Je veux les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tout le monde sans distinction d'origine, de couleur ou de religion.

Mais le communautarisme cela se combat d'abord par l'école.

Je veux rendre aux Français l'école de la République.

Je veux rendre aux Français l'école de l'excellence et du respect.

Je veux rendre aux Français l'école de l'exigence intellectuelle et de l'exigence morale.

Je veux rendre aux Français l'école qui tire vers le haut.

Je veux rendre aux Français l'école de la transmission du savoir et de la culture.

Je veux rendre aux Français l'école qui permet à tous les enfants d'avoir accès aux plus grandes œuvres de l'esprit humain.

Je veux rendre aux Français l'école qui apprend aux enfants à devenir adultes et non à rester de grands enfants.

Je veux en finir avec l'héritage de mai 68 quia installé l'idée que tout se vaut, détruit l'autorité du maître, abandonné la transmission du savoir et de la culture, fait prévaloir l'égalitarisme et le nivellement par le bas, et dévalorisé les diplômés qui ne valent plus rien quand on abaisse le niveau pour les donner à tout le monde.

Je veux rendre aux Français l'école de Jules Ferry.

Nous ne referons pas à l'orée du XXIe siècle l'école de la IIIe République parce que le monde n'est pas le même, parce que la société n'est plus la même, parce que les élèves ne sont plus les mêmes.

Mais nous pouvons reconstruire l'école sur les mêmes principes, sur les mêmes valeurs qui sont toujours valables.

Ici en Lorraine, on sait ce que c'est l'école de Jules Ferry. On comprend les principes, on comprend la morale de cette école de la République qui respectait les parents, les professeurs et les élèves. Ce sont les principes, c'est la morale que la vieille Lorraine la Lorraine éternelle qui vient du fond des âges a enseignée à Jules Ferry.

C'était une école qui forgeait une culture partagée et une morale commune.

C'était une école qui voulait parler à l'intelligence et au sentiment. C'était une école qui voulait éveiller les consciences.

C'était une école qui voulait instruire et qui voulait élever chacun le plus haut possible.

Aux enfants, elle voulait leur donner ce qu'il y avait de meilleur.

Certains d'entre vous connaissent sans doute la magnifique lettre de Jules Ferry aux instituteurs sur l'enseignement de la morale, écrite en un temps où les circulaires bureaucratiques qui étouffent notre vie administrative n'existaient pas encore :

« Monsieur l'instituteur,



Vous êtes l'auxiliaire du père de famille : parlez donc à son enfant comme vous voudriez qu'on parlât au vôtre.

Il ne suffit pas que vos élèves aient compris et retenu vos leçons ; il faut surtout que leur caractère s'en ressente : c'est surtout hors de l'école qu'on pourra juger de ce qu'a valu votre enseignement.

Vous avez flétri l'égoïsme et fait l'éloge du dévouement : ont-ils, le moment d'après, abandonné un camarade en péril pour ne songer qu'à eux-mêmes ? Votre leçon est à recommencer. Et que ces rechutes ne vous découragent pas ! Ce n'est pas l'œuvre d'un jour de former une âme libre. »

Voilà ce qu'était l'école de Jules Ferry.

C'était une école qui récompensait le travail et donnait à chacun le moyen d'aller aussi haut que ses talents le lui permettaient, quelle que fût son origine sociale.

Les enfants n'ont pas seulement besoin d'enseignants, ils ont aussi besoin d'éducateurs. Ils ont besoin que les professeurs, et les parents soient aussi des éducateurs.

Mais pour être de bons éducateurs nous devons donner l'exemple.

Nous n'avons aucune chance d'inculquer le courage à nos enfants si nous manquons nous-mêmes de courage. Un jour j'ai utilisé le mot « racaille » en réponse à l'interpellation d'une habitante d'Argenteuil qui désignait ainsi ceux qui rendaient la vie impossible dans son quartier et qui l'obligeaient à vivre dans la peur. On me l'a reproché. C'est mépriser la jeunesse que de lui parler par euphémismes sous prétexte qu'elle ne serait pas capable de regarder la réalité en face. Quels éducateurs serons-nous si les voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous ? Et si nous laissons croire à nos enfants que tout est permis ?

Quels éducateurs serons-nous pour nos enfants si nous nous laissons aller à toutes ces petites lâchetés qui peu à peu ruinent l'autorité ?

On m'a reproché de vouloir sévir contre les délinquants.

Mais quels éducateurs serons-nous si nous devenons incapables de punir les délinquants ?

Quels éducateurs serons-nous si nous cherchons toujours à excuser le crime ou le délit ?

Quels éducateurs serons-nous si nous fermons les yeux sur toutes les fraudes ?

Je veux bâtir une République où les hommes politiques, les fonctionnaires, les juges, les policiers, les patrons, les parents assument leurs responsabilités pour que les jeunes comprennent la nécessité d'assumer les leurs.

On me dit qu'il ne faut pas créer de tension, qu'il ne faut pas donner de prétexte aux casseurs, qu'il faut à tout prix éviter de créer les conditions de l'affrontement.

Veut-on pour cela que la police se dérobe ? Qu'elle ferme les yeux ? Qu'elle laisse les voyous libres d'agir ? Qu'elle n'interpelle pas les fraudeurs ?

Comment allons-nous élever nos enfants ? Quelle éducation allons-nous leur donner ? Quelles valeurs allons-nous leur transmettre si nous acceptons l'idée que toute présence policière est une provocation ?

Si nous interdisons aux policiers de poursuivre des délinquants de peur qu'il leur arrive un accident ?

Si le fait d'être mineur excuse tout ?

Si nous laissons le petit voyou devenir un héros dans son quartier faute de sanction susceptible de faire réfléchir ceux qui seraient tentés de l'imiter ?

Si l'on tolère les petits trafics grâce auxquels l'adolescent gagne davantage que son père qui travaille à l'usine ?

Si l'argent de la délinquance, du vol, des trafics et des combines devient plus facile que l'argent du travail ?



Ne rien faire parce que l'on veut avoir la paix, pratiquer une forme d'angélisme où l'on se voile la face pour ne pas voir ce qui se passe, interdire aux policiers d'intervenir pour éviter tout incident serait totalement irresponsable.

On me reproche d'exciter la colère. La colère de qui ? La colère des voyous ? Des trafiquants ? Mais je ne cherche pas à être l'ami des voyous. Je ne cherche pas à être populaire parmi les trafiquants et les fraudeurs.

Je ne cherche pas à être bien vu des casseurs.

Je n'aspire pas à me faire acclamer par ceux qui empoisonnent la vie des gens.

Et je dis qu'un Président de la République qui ne veut pas regarder en face le problème de l'insécurité, qui ne veut pas regarder en face le problème de la violence et dont la seule préoccupation est de ne pas faire de vague, je dis que celui-là est un démagogue et un irresponsable parce que le rôle d'un Président de la République c'est d'abord de veiller à l'application de la loi et de protéger les honnêtes gens.

Si je suis élu Président de la République je ferai du rétablissement de l'autorité l'une des priorités de ma politique. Sans l'autorité il n'y a pas de vie en société possible. Beaucoup d'entre vous se désespèrent de voir partout l'autorité dénigrée, de voir l'autorité non plus simplement contestée mais niée, niée par ceux-là même qui devraient la faire respecter, par ceux-là même qui devraient la défendre. Je ferai pour mettre un terme à cette dérive.

L'autorité ? C'est devenu presque un gros mot.

Un mot qui vous fait immédiatement accusé d'être partisan de l'Etat policier. Mai 68 est passé par là.

A bas l'autorité ! C'était cela le programme de mai 68.

A bas l'autorité ! Cela voulait dire :

La politesse, c'est fini !

L'obéissance de l'enfant à ses parents, c'est fini !

La supériorité du maître sur l'élève, c'est fini !

La soumission à la loi, c'est fini !

Le respect de l'Etat et de ceux qui le représentent, c'est fini !

L'amour de la patrie, la fidélité à la France, à son drapeau, la gratitude vis-à-vis de ceux qui se sont battus pour elle, c'est fini !

La morale, c'est fini !

Le délinquant vaut la victime.

Le non travail vaut autant que le travail.

On voit où cela nous a menés.

Quand tout se vaut, plus rien ne vaut rien.

Quand il n'y a plus d'interdit, quand il n'y a plus de tabou, quand il n'y a plus de hiérarchie des valeurs, quand il n'y a plus de limite, quand il n'y a plus rien de sacré, alors il n'y a plus de liberté.

Parce que personne n'est libre quand personne ne sait plus ce qu'il peut raisonnablement attendre des autres.

Parce que lorsque tout est permis, plus rien ne l'est.

Parce que lorsqu'il n'y a plus de règle, plus de loi commune, plus de norme, plus de valeur partagée, il n'y a plus rien pour endiguer le mal qui est dans l'homme, pour canaliser la violence, les instincts, les pulsions.

En niant toutes les formes d'autorité, En récusant toutes les manifestations de l'autorité. On a réinstallé la barbarie dans la société. On croyait émanciper, on a aliéné. On croyait libérer, on a démoralisé.

Le mot autorité ne me fait pas peur, le mot morale non plus.

L'autorité ce n'est pas l'autoritarisme.

L'autorité ce n'est pas l'obéissance aveugle. C'est l'obéissance consentie.



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

L'autorité ce n'est pas la crainte. C'est le respect.

L'autorité ce n'est pas la force, c'est la légitimité.

Quand l'autorité est défaillante, ce sont les plus humbles, les plus vulnérables, ceux qui n'ont pas les moyens de se protéger qui en pâtissent le plus.

L'autorité, c'est quand le maître est respecté, c'est quand la loi est la même pour tous, quand le crime est puni et le mérite récompensé.

C'est quand le dialogue prévaut sur la violence, c'est quand personne n'est obligé de descendre dans la rue pour faire valoir son point de vue, c'est quand les usagers ne sont pas pris en otages par les grévistes, c'est quand chacun peut circuler sans craindre de se faire agresser. L'autorité, c'est ce qui permet de faire prévaloir l'honnêteté, et le civisme.

Pour moi un Président de la République ça doit incarner les valeurs civiques et les faire respecter. Le civisme on l'enseignait jadis dans les écoles. Ce sont nos obligations envers la société, c'est ce qui fait que chacun d'entre nous mérite le titre de citoyen. Je sais qu'en Lorraine on comprend de quoi je parle quand je parle du civisme.

Je veux le dire : on n'encourage pas le civisme si l'on tolère la fraude, si l'on est indulgent avec les fraudeurs, si la fraude n'est jamais punie. Pourquoi alors l'honnête citoyen qui paie ce qu'il a à payer continuerait-il à le faire ? Comment le chef d'entreprise qui paie ses charges pourrait-il longtemps lutter contre la concurrence déloyale ?

Le problème de la fraude, c'est une question de morale. Car ce que l'on ne paie pas, ce sont les autres qui le paient.

Quand quelqu'un ne paie pas son ticket de métro, ce sont les autres usagers qui le paient.

Quand quelqu'un fraude la sécurité sociale, ce sont les autres assurés sociaux qui paient pour lui.

Quand quelqu'un fraude le fisc, ce sont les autres contribuables qui paient l'impôt à sa place.

La fraude c'est un impôt forcé que les plus pauvres paient à la place des fraudeurs.

J'ai été scandalisé que certains, dans les médias, parmi les intellectuels et parmi la classe politique aient pu laisser entendre que la responsabilité des récentes émeutes de la gare du Nord était imputable à la police au prétexte qu'elle avait osé interpellé un fraudeur qui n'avait pas payé son ticket de métro.

Cette attitude est désastreuse pour l'esprit civique.

Je veux être le président qui mettra tout en œuvre pour combattre la fraude et punir les fraudeurs quels qu'ils soient.

Parce que je veux que la France qui travaille soit respectée.

Parce que je veux que nous donnions à la jeunesse l'envie de travailler plutôt que la tentation de frauder.

Parce que je veux que la solidarité profite à ceux qui en ont vraiment besoin.

Le civisme c'est le respect dû aux représentants de l'Etat. Je n'accepte pas que les représentants de l'Etat soient insultés, menacés, agressés. Je veux que cette violence dont ils sont trop souvent les victimes fasse l'objet d'une tolérance zéro parce qu'il s'agit de leur dignité et parce qu'il s'agit de la dignité de l'Etat, parce qu'à travers eux c'est à l'autorité de l'Etat que l'on porte atteinte, c'est la République que l'on offense. Je veux revenir sur le drame qui a lieu il y a quelques jours à la foire du Trône et qui a coûté la vie à un jeune policier de 31 ans. La justice dira qui est responsable. Mais cette violence qui est partout n'est plus tolérable. Cette violence qui fait de plus en plus de victimes. Cette violence qui aboutit à la mort d'un jeune homme de 31 ans qui avait voué sa vie au service des autres, je ne peux pas l'accepter, je ne veux pas l'accepter.



La violence gratuite n'appelle que de la sévérité. Mais je veux le dire aussi, je ne la confonds pas avec la violence qui peut naître du sentiment d'injustice à laquelle il nous faut répondre par plus de justice.

Nous devons apporter une réponse à tous ceux qui souffrent des blocages de notre société et qui ont le sentiment que quoi qu'ils fassent, ils ne pourront jamais s'en sortir. Pour que la République soit respectée il faut qu'elle soit irréprochable, qu'elle inscrive ses principes dans la réalité et pas simplement sur ses monuments, que personne ne s'en sente exclu, que chaque citoyen puisse se reconnaître en elle, que tous les enfants sentent qu'ils ont quelque chose en commun, qu'ils ont des rêves à partager, un avenir à construire ensemble.

La République, c'est l'égalité des chances, c'est tout faire pour que chacun puisse développer ses talents, puisse essayer de réaliser ses ambitions, de réaliser ses rêves. Si je suis élu je mettrai en œuvre une politique de discrimination positive à la française, fondée non pas sur des critères ethniques qui nourriront le communautarisme, mais sur des critères économiques et sociaux, parce que l'égalité républicaine ce n'est pas traiter également des situations inégales mais de donner plus à ceux qui ont moins, de compenser les handicaps.

Je veux remettre la fraternité au cœur du projet républicain. Je veux qu'elle devienne une réalité entre les hommes et les femmes de notre pays.

Dans les valeurs de la République, la fraternité n'est pas une valeur moins importante que les autres. C'est la plus importante de toutes.

La fraternité, ce n'est pas que l'affaire de la société civile. Ce n'est pas seulement la préoccupation du monde associatif. Ce doit être le combat d'un Président de la République : la Fraternité ! Car sans elle on ne peut pas rassembler.

La fraternité c'est le message que la Grèce a mis dans la bouche d'Antigone quand elle dit : « Je suis née pour partager l'amour, non pour partager la haine ».

La fraternité c'est deux mille ans de christianisme.

La fraternité c'est Jeanne qui se tient devant ses juges sans prononcer aucune parole de haine.

La fraternité c'est la République avec les droits de l'homme.

La fraternité c'est Jean-Paul II qui rend visite pour la première fois dans l'histoire de l'Eglise au grand rabbin de Rome et qui dit aux jeunes du monde entier : « N'ayez pas peur », parce qu'il croit que la force de l'amour est invincible.

La fraternité c'est Benoît XVI qui prie dans la grande mosquée d'Istanbul.

C'est le père Christian, le supérieur du monastère de Tibhirine, s'adressant par avance dans son testament au fanatique islamiste qui allait un jour l'assassiner pour lui pardonner son geste : « Et toi aussi l'ami de la dernière minute qui n'auras pas su ce que tu faisais, oui pour toi aussi je le veux, ce merci, cet « A-Dieu » envisagé de toi. Et qu'il nous soit donné de nous retrouver, larrons heureux en Paradis, s'il plaît à Dieu notre Père à tous les deux. »

La fraternité c'est la prière inscrite sous la coupole de la cathédrale Notre-Dame d'Afrique à Alger : « Dieu veille sur nous, chrétiens et musulmans ».

La fraternité c'est la force qui poussera un jour, je l'espère, l'enfant grec à cesser de détester l'enfant turc, l'enfant palestinien à cesser de haïr l'enfant juif, l'enfant chiite à cesser de maudire le sunnite, l'enfant chrétien à tendre la main à l'enfant musulman, l'enfant algérien à ouvrir les bras au Français, l'enfant serbe à devenir l'ami du Croate.

Mais pour que la République fraternelle devienne une réalité, pour que l'Etat soit de nouveau respecté, pour qu'il ait de nouveau une autorité, une légitimité, une crédibilité, il



faut que l'Etat protège et non qu'il soit dans la société le cheval de Troie de toutes les menaces.

L'Etat qui protège, ce n'est plus l'Etat Providence des années 60 et 70, ce n'est plus l'Etat social d'avant la mondialisation. Ce n'est plus seulement l'Etat qui étendait sans cesse sa protection sociale pour que le monde n'ait plus à subir ce qu'il avait subi lors de la grande crise des années 30 qui avait débouché sur la misère, le fascisme et la guerre.

Mais au prétexte que l'Etat Providence ne peut plus fonctionner comme il y a quarante ans, il serait désastreux de décréter que l'Etat ne doit plus s'intéresser à l'économie, qu'il ne doit plus jamais intervenir, que le marché a toujours raison et qu'il doit décider seul, qu'il n'y a qu'à laisser faire et laisser passer. Cette vision naïve de l'économie et de la politique finirait si nous la poussions jusqu'au bout de sa logique par avoir raison de la démocratie et de la République. Depuis vingt ans nous avons déjà trop cédé sous l'effet de notre propre renoncement et du renoncement de l'Europe.

Dans cette Lorraine si éprouvée par les restructurations industrielles et qui continue de payer très cher les conséquences non maîtrisées de la mondialisation, dans cette Lorraine qui fait tant d'efforts pour se redresser et dont chaque succès est un miracle d'énergie et de volonté, je veux le dire solennellement ce soir : je n'accepte pas l'idée d'une désindustrialisation inévitable. Je n'accepte pas l'idée d'une France sans usine. Je n'accepte pas l'idée d'une France sans ouvrier, sans paysan, sans artisan.

Je n'accepte pas l'idée qu'il faille tirer un trait sur l'industrie, sur l'artisanat et sur l'agriculture.

Je n'accepte pas l'idée d'une France qui se contenterait de répondre à la mondialisation en investissant dans la haute technologie et les services à forte valeur ajoutée, et qui laisserait tomber tout le reste. Car lorsque les usines seront parties, lorsque l'agriculture aura disparu, lorsque les artisans ne pourront plus vivre, tout le reste partira aussi, parce que les Chinois et les Indiens forment aussi des savants, des ingénieurs, des financiers, des techniciens, parce qu'une fois les ateliers partis, les secrets de fabrication sont plus difficiles encore à préserver, parce que l'innovation se fait toujours au plus près du processus de production.

Si l'on ne fait rien, si l'on continue d'accepter les dumpings sociaux, écologiques, monétaires, fiscaux, si l'on continue d'accepter la concurrence déloyale, l'Europe finira par devenir un désert industriel et un désert agricole avant de devenir un désert économique. Regardez ce que l'euro fort face au dumping monétaire américain fait à Airbus. Pourtant rien n'est perdu. Mais il faut voir à long terme, il faut ancrer le système productif dans les territoires.

Je ne peux pas accepter d'abandonner des pans entiers du territoire qui ont une longue tradition industrielle derrière eux. Je ne peux pas accepter qu'une masse croissante d'exclus aille s'entasser dans les banlieues des grandes villes et que les emplois s'en aillent à l'autre bout du monde.

Ici dans cette Lorraine qui connaît la valeur du travail, ici devant le peuple lorrain qui est un peuple de travailleurs, je veux prendre l'engagement de revaloriser le travail et de remettre le travailleur au centre de la société.

Je veux prendre l'engagement de mettre en œuvre une politique économique qui fera augmenter le pouvoir d'achat des salaires, parce qu'en France les salaires sont trop bas et les prix trop hauts.

Parce que j'ai mis le travail et les travailleurs au cœur de mon projet politique, parce que j'ai mis le pouvoir d'achat et l'emploi au premier rang de mes priorités, je veux être le Président qui mettra tout en œuvre pour que les dumpings de toute sorte cessent de tirer les salaires vers le bas et de dégrader les conditions de travail.

Je veux être le Président qui mettra tout en œuvre pour faire obstacle aux chantages à la délocalisation.



ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE



www.sarkozy.fr

Je veux être le Président qui moralisera le capitalisme financier, qui donnera la primauté à la logique de la production sur la logique financière, qui donnera la primauté à l'entrepreneur et au travailleur sur le spéculateur et le rentier, qui mettra un terme au scandale des parachutes en or et à l'injustice des stocks options réservées à quelques-uns.

Je veux être le Président qui donnera plus de poids au capitalisme familial par rapporta au capitalisme boursier et qui aidera les PME françaises au moins autant que les Américains soutiennent les PME américaines.

Je veux être le Président qui prendra à bras-le-corps le problème des délocalisations et qui mettra au cœur des négociations européennes la question de la surévaluation de l'euro et celle de la préférence communautaire.

Je veux être le Président qui proposera à nos partenaires la mise en œuvre d'une véritable politique industrielle européenne et qui mettra en œuvre une politique industrielle française.

On dira que c'est impossible, mais pour la pensée unique tout est toujours impossible. On disait qu'il était impossible de sauver Alstom et j'ai sauvé Alstom.

On dira que l'industrie c'est fini, mais on le disait aussi de la sidérurgie il y a 20 ans.

Je veux être le Président qui prendra la mondialisation comme un défi et non plus comme une fatalité.

Je ne veux pas d'une Europe qui subit et d'une France qui souffre parce qu'il n'y a pas de volonté européenne et pas de volonté française.

Hier je suis allé à Colombey.

Je me suis recueilli devant la grande croix de Lorraine et l'humble tombe du Général De Gaulle, dans le petit cimetière du village, semblable à tant de cimetières de tant de villages de France.

C'était cela le gaullisme : la politique comme l'expression d'une volonté, la conviction que rien n'est jamais perdu, qu'il faut résister, qu'il faut refuser la fatalité et le renoncement.

C'était cela le gaullisme : donner l'espoir quand il semble qu'il n'y a plus d'espoir.

C'était cela le gaullisme : une France ouverte sur le monde mais qui ne subit jamais et qui agit toujours.

C'était cela le gaullisme : la certitude que la France est forte et qu'elle est capable d'étonner le monde et quand les Français sont rassemblés.

Hier, sur le livre d'or du mémorial de la croix de Lorraine, j'ai écrit : « une grande vie c'est une vie mise au service de quelque chose de plus grand que soi ».

Quoi de plus grand que rassembler les Français pour que la France retrouve sa grandeur ? C'est la tâche que je me suis assignée si je suis élu.

Il ne me reste plus à vous dire que ces mots magnifiques, que le Général De Gaulle a si souvent prononcés quand la France semblait sur le point de disparaître :

Vive la République !

Vive la France !